

Les Touaregs et le conflit en Lybie

Dida Badi*, Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques, Alger

Si les mouvements du printemps arabe ont montré l'importance de la société civile dans la mobilisation populaire contre les régimes en place, les alliances tribales et claniques ont cependant servi de mode opératoire pour la mobilisation populaire, lors de la révolution libyenne, dans la lutte contre le régime kadhafien et ce, en raison de l'absence d'une véritable société civile et partis politiques organisés.

En effet, le conflit libyen a mis au jour l'ampleur et l'importance de la manipulation des alliances lignagères, érigée en un véritable système politique par Kadhafi, depuis sa prise du pouvoir en renversant la monarchie fédérale des Sennoucidés, en 1969.

Le cas de Touaregs libyens, étudié dans ce texte, offre un exemple et une illustration de l'importance de la réactivation de la logique des alliances tribales traditionnelles, déjà remarquée pour les Oulad Ali de la Cyrénaïque par T. Hüsken (2012), dans un contexte de non-Etat, lors de la révolution libyenne, d'abord pour prendre position dans le conflit et, ensuite, se faire une place dans le nouvel échiquier politique qui se dessine à l'issue de la guerre, en contractant des nouvelles associations.

Aussi, la période relativement courte de la présence coloniale, d'abord italienne, de 1930 à 1945, ce qui correspond à la prise de Ghat, en 1930, et la défaite de l'axe italo-germanique, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, en 1945, puis française, suite à l'occupation du Fezzan, entre 1945 et 1951, date de l'indépendance de la Libye, n'a pas permis de modifier en profondeur la structure socio-politique lignagère des Touaregs libyens. De plus, la monarchie fédérale des Sennoucidés, de 1951 à 1969, puis le régime kadhafien, de 1969 à 2011, ont maintenu l'organisation lignagère des tribus libyennes et ont en fait même les fondements de leurs systèmes politiques.

Dans ce qui suit, nous allons présenter le groupe politique des Touaregs libyens avant d'analyser, dans une approche diachronique, les alliances traditionnelles que ses membres ont tissées avec les autres clans de la Libye, dans le cadre de la gestion de leur territoire traditionnel (I) ; nous examinerons ensuite la reformulation qu'ils ont faite de ces alliances, d'abord pour prendre position dans le dernier conflit qu'a connu leur pays, puis afin de se faire une place dans le nouvel échiquier politique qui se dessine (II) ; nous allons ensuite discuter de l'origine de l'installation des Touaregs sahéliens, en relation avec le régime kadhafien déchu et des stratégies qu'ils mettent actuellement en place afin de se maintenir en

* Maître de recherche au centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques d'Alger

Libye après la guerre (III) ; nous examinerons les dynamiques politiques actuelles en vue de la reformulation des alliances anciennes, mises à mal par le conflit (IV) ; nous porterons une attention particulière à la difficile gestation d'une forme de société civile locale (V) ; aussi, nous passerons en revue les tentatives de positionnement et ou de tiraillement des Touareg entre le soutien et l'hostilité au deux gouvernements de l'Est et de l'Ouest (VI) ; nous aborderons également la question de la revendication identitaire et citoyenne, dans le contexte actuel de la rédaction, en vue, d'une nouvelle constitution (VII) ; aussi, nous il sera question des enjeux nés du conflit entre les Touareg et les Toubous (VIII) ; puis il sera question de la relation des Touareg avec l'actuel gouvernement d'union nationale (IX), en conclusion, nous essayerons enfin de proposer une lecture prospective des enjeux politiques auxquels font face les Touaregs libyens et les directions dans lesquelles ils sont susceptibles d'évoluer (X).

Les groupe politique des Touareg Kel Ajjer

Avec les Kel Ahaggar, les Kel Ajjer formaient ce que Duveyrier (1864) appela « les Touaregs du Nord¹ ».

Le pays des Kel Ajjer est situé à cheval entre l'Algérie et la Libye. Il cadre actuellement avec les limites du département d'Illizi, dans sa partie algérienne et Oubari, du côté libyen. L'Ajjer formait une unité sociopolitique sous l'autorité d'un seul chef ou *amanukal*, avant l'occupation française et italienne, respectivement, en 1916 et 1930.

La société des Kel Ajjer est constituée de clans nomades et sédentaires, qui occupent actuellement le territoire qui fut pendant l'Antiquité le berceau de la civilisation garamantique².

Les Kel Ajjer ont noué, pour la gestion de leur territoire traditionnel, des alliances d'intérêt politique ou économique pour la sécurisation de voies caravanières, surtout avec les groupes qui leur sont voisins, et entretenu des rapports de protection avec les cités qui se trouvaient au sein de leur pays, à l'instar de Ghât et Ghadamès. Ainsi, chacun de quartiers de cette dernière localité se trouvait sous la tutelle politique de l'une des tribus touarègues. C'est ainsi que les Imanghasaten, tout comme les Uraghen, y avaient leurs protégés. Etaient également compris dans l'influence des Kel Ajjer, les groupes arabophones des Isinaouen qui habitent au nord de Ghât et au sud de Djebel Neffoussa. Plus encore, les Isinaouen étaient liés par des rapports de plaisanterie avec les Kel Ajjer, spécialement avec les Uraghen, dont ils louaient les chameaux à l'époque de caravanes commerciales transsahariennes.

Comme exemple des groupes voisins avec lesquels les Touaregs Kel Ajjer étaient en relation, on pourrait citer les Toubous du Nord de Merzoug et du Tibesti (Nord Tchad) avec lesquels ils ont renouvelé, en 2003, le traité d'amitié qui le liait à eux.

¹ Duveyrier, H. (1864) : "*Les Touareg du Nord*" Edit. Challamel Ainé, libraire-éditeur. Paris.

² Liverani, M. (2000) : « Looking for the southern frontier of the Garamantes », Paris : *Sahara*, N°12 : 31-44.

Le prolongement du territoire traditionnel des Kel Ajjer au sein des frontières algériennes, où vit une autre branche de leur chefferie, ainsi que leurs confins communs avec les Touaregs nigériens, leur confèrent une dimension géopolitique importante dans cet espace qui constitue la jonction entre le Fezzan, la Tripolitaine, les côtes méditerranéennes et le Sahel.

Actuellement, les Kel Ajjer libyens sont organisés en deux branches politiques essentielles.

Ainsi, au décès de l'*amanukal*³ Ekhya ag Mohammed Wa n In Talimaq, en 1886, son neveu utérin In Gueddazen ag Kalala lui succéda aux commandes de la chefferie des Uraghen. In Gueddazen est le dernier *amanukal* de l'Ajjer uni et élu selon le mode matrilineaire traditionnel. Son neveu utérin et successeur à la chefferie, Boubekour ag Alegwey, n'a pas pu être intronisé en raison de l'occupation, par les troupes françaises, d'une partie de l'Ajjer et de l'état de guerre qui en a résulté. Après le décès de Boubekour ag Alegwey, la chefferie des Touaregs libyens s'est éclatée en quatre groupements politiques que sont :

- le groupement d'Oubari, avec comme chef le neveu utérin de Boubekour ag Alegwey, al-kheir ag Khammadan ;
- le groupement de Ghât sous l'autorité d'al-Khuseini ag Boubekour ;
- le groupement de Targa avec comme chef al-faqqi ag In Gueddazen ;

et enfin, le groupement des Kel Ajjer algériens sous le commandement d'Ibrahim ag Abakkeda.

Cette division a été renforcée et encouragée par les Italiens après leur occupation définitive de la Libye en 1930. Elle a été maintenue, après l'indépendance du pays, suite au retrait de la Grande-Bretagne, en 1951, et l'instauration d'une monarchie fédérale, avec comme premier roi, le chef de la confrérie des Sennoucidés, Muhammad Idris al-Sanusi, surnommé Idris 1^{er}.

Les Touaregs libyens, qui ne s'opposèrent pas au régime des comités révolutionnaires instaurés par le colonel Kadhafi après sa prise du pouvoir, en 1969, surent maintenir la position privilégiée qu'ils avaient acquise au sein des institutions de l'État du temps du roi, grâce aux alliances qu'ils nouèrent avec les tribus dominantes au sein du système kadhafien. Pour sa part, Kadhafi, qui fit des alliances tribales un pilier important de son système politique, réhabilita les chefs coutumiers touaregs dans leurs fonctions traditionnelles et les utilisa dans ses différentes politiques sahariennes. Ce faisant, il renforça la polarisation déjà existante, au sein des Touaregs libyens, en deux tendances politiques concurrentes qui avaient, chacune, tissé ses réseaux d'alliance au sein de différents clans de ce pays.

³ L'*amanukal* est le chef suprême de la confédération touarègue au sein des limites politiques (tisarradh). Il est élu par les tribus vassales seulement parmi les groupes nobles qui, eux, ne sont pas électeurs.

Alliances et mésalliances traditionnelles

En conséquence, à la disparition de Kadhafi, les Touaregs libyens sont bien insérés dans le jeu politique et les alliances claniques qui faisaient la particularité du système politique de l'ancien régime.

Nous allons voir comment ces alliances traditionnelles ont été réactivées pour jouer un rôle déterminant dans l'engagement de chacune de deux branches des Touaregs libyens dans le dernier conflit qu'a connu leur pays, avant qu'ils ne se constituent en deux tendances politiques concurrentes à la recherche d'une place dans l'échiquier politique de la Libye de l'après-guerre.

Nous allons aborder ce thème dans une perspective diachronique. Pour ce faire, nous allons commencer par l'examen des stratégies mises en places par la branche de Ghât, pour faire face aux conséquences du conflit, avant d'évoquer celle de Targa.

Les alliances de la branche de Ghât

Les tribus arabes originaires de Oued Chiati gardent encore en mémoire le souvenir de la visite que fit l'*amanukal* Mokhammed Ikhanoukhen, vers 1879, quand il vint dans la ville de Barak, solliciter la participation du clan des Megarha aux côtés des Touaregs Ajjers, dans leur lutte contre les Chaambas de Ouargla et leurs alliés, les Français.

L'existence de Bargan, un lieu-dit à Barak où, dit-on, le chef touareg planta sa tente, permet de perpétuer le souvenir de cet événement dans la mémoire des habitants de la région.

Cet événement scella la bonne entente entre les deux parties tout le long des années à venir. En effet, depuis cette date les clans des Megarha et leurs alliés, les Ouled Slimane de Syrte, furent autorisés à nomadiser dans l'Ajjer, autrement dit, en pays touareg.

L'alliance que noua Ikhanoukhen avec ces deux confédérations tribales, originaires toutes les deux de régions de Soukna, lieu que le mythe de fondation des Uraghen présente comme le berceau de leur groupe, fut mise à profit par son successeur, Boubakeur ag Alegwey, pour lui permettre de nomadiser, à son tour, dans l'espace situé entre la région de Djofra et Syrte, lorsqu'il entreprit d'éviter l'avancée des troupes françaises tout en se rapprochant de la confrérie de la Senussiya dont il devint un fervent adepte. Par la suite, les Touaregs appuyèrent la lutte de ces deux confédérations arabes contre les Italiens qui les avaient néanmoins vaincues et expulsées vers le Niger⁴. Toutefois, les deux clans revinrent plus tard, et s'allièrent au groupe des Guedhadhfa, au pouvoir de la Libye, tout en jouant un rôle important dans le rapprochement entre eux et leurs anciens alliés, les Touaregs. De leur côté, les Guedhadhfa qui n'étaient qu'une petite tribu, qui n'a commencé à prendre de l'importance et devenir visible que depuis l'occupation italienne du pays, contractèrent des alliances matrimoniales avec les

⁴ La présence encore de nos jours d'anciens réseaux tissés par ces clans, du temps où ils étaient au Niger, pourrait expliquer la fuite de certains membres de l'ancien régime vers ce pays, lors du dernier conflit.

Touaregs, tout comme avec leurs alliés : les Ouled Slimane et les Megarha. Aussi, dans leur gestion des affaires du pays, les Guedhadhfa s'appuyèrent également sur les clans des Urfella et des Tarhouna, les deux groupes libyens les plus importants au plan numérique.

A l'occasion du conflit actuel, les Uraghen et leurs tributaires, parmi les groupes touareg, rejoignirent les clans des Ouled Slimane et des Megarha engagés, tous les deux, aux côtés de leurs alliés traditionnels que sont les Urfella, les Tarhouna et les Guedhadhfa, dans le soutien au régime kadhafien sous la houlette de la tribu des Guedhadhfa. Ce courant qui fut vaincu militairement, du fait de l'intervention de l'aviation de l'OTAN, constitue cependant la majorité sur le plan sociologique dans les régions du Fezzan et de la Tripolitaine, particulièrement dans les villes de Tripoli et Sebha. Il jouera, à coup sûr, un rôle essentiel dans le contrôle des futures institutions élues dans ces régions.

Les alliances de la branche de Targa

Face à cette alliance des tribus majeures de la tripolitaine et du Fezzan se trouve la branche de Targa et ses alliés. La branche de Targa est constituée du clan des Imanghassaten et leurs tributaires qui habitent dans la région du Fezzan.

Les Imanghassaten quittèrent le centre du pouvoir de l'Ajjer, que constitue la région de Ghât, pour aller s'installer au Fezzan. L'*amanukal* al-Kheir Ag Khammadan, dont le père est issu des Imanghassaten, (mais de mère uraghen) tenta de déplacer le centre du pouvoir traditionnel vers le Fezzan pour y rejoindre son père qui était adepte de la Sennoussiya. Son geste provoqua la scission au sein de la chefferie, comme déjà vu, et inaugura la division en plusieurs branches concurrentes des Touaregs libyens. Il contribua, surtout, à l'individualisation des Imanghassaten qui trouvèrent là l'occasion qu'ils attendaient de s'affranchir de la tutelle des Uraghen, qu'ils n'ont d'ailleurs jamais acceptée et cela depuis l'accession de ces derniers au commandement de l'Ajjer en renversant, vers le milieu du 17^e siècle, les Imanan au pouvoir des Touaregs du Nord (Duveyrier, 1864)⁵.

Pour approfondir leur indépendance, vis-à-vis de la chefferie mère, les Imanghassaten nouèrent des alliances politiques avec des groupes arabophones rivaux du clan touareg au pouvoir des Uraghen. C'était ainsi qu'ils s'allièrent avec leurs voisins, les tribus arabes de Zentan, qui habitent les Djebel Nafoussa.

En effet, les Zentan et les Imanghassaten sont alliés depuis la prise de position de ces derniers en faveur des premiers dans le conflit qui les opposa aux Uraghen de Ghât, à l'occasion d'une rixe qui eut lieu entre des jeunes gens, vers le milieu dix-neuvième siècle⁶.

⁵ *Op.cit*

⁶ Des éléments appartenant au clan des Imaqirghesen ont assassiné le fils du chef des Arabes Zentan. Les Uraghen prirent cause et effet en faveur de leurs tributaires et refusèrent de payer la dime. Les Imanghassaten ont appuyé la cause des Zentan face aux Uraghen, ce qui constitua le début de leur alliance qui continue jusqu'à aujourd'hui.

A l'occasion des événements que connaît actuellement la Libye, les Imanghassaten réactivèrent leurs alliances traditionnelles avec les Zentan, auxquels ils se sont joints dans leur lutte contre l'armée de Kadhafi et ce, dès les premiers jours du conflit.

La lutte contre Kadhafi obligea également les deux voisins ennemis que sont les Zentan et les Berbères de Djebel Naffoussa à se rapprocher, même si la méfiance entre les deux groupes rivaux ne s'est pas totalement dissipée.

Cette alliance conjoncturelle, entre deux clans voisins mais traditionnellement concurrents, autour de la lutte contre le régime kadhafien, mit également les Touaregs imanghassaten dans l'obligation de s'y joindre en leur qualité d'alliés traditionnels de l'une de partie.

De leur côté, les Berbères de Djebel Nafoussa, voulant sortir de leur isolement traditionnel dans lequel les ont confinés, à la fois, leur schisme religieux ibadite, dans un contexte dominé par l'islam malékite majoritaire en Libye, et la politique des comités révolutionnaires qui étaient hostile à leur égard, tentèrent une approche envers les Touaregs libyens et sahéliens installés dans ce pays, en mettant en avant le sentiment identitaire pan-berbère. Ils organisèrent, sous leur drapeau marqué de la lettre « Z » en écriture *tifinagh*, deux réunions à Oubari et à Nalout au mois d'octobre 2011, pour discuter de modalités de la nouvelle association. Mais l'alliance entre les Touaregs Imanghassaten et les Berbères a ses limites, dans la mesure où elle dépend de l'attitude des Zentan qui verraient tout rapprochement entre les Touaregs, leurs alliés traditionnels, et les Berbères, leurs concurrents de toujours, comme une tentative de la part de ces derniers de les supplanter sur leur propre terrain politique. Cependant, les Imanghassaten ont besoin de l'alliance avec les Berbères pour contrecarrer l'influence de l'autre courant rival formé par les Uraghen et leurs alliés, mais surtout pour avoir une ouverture sur la tripolitaine, notamment la capitale Tripoli, où ces Berbères sont très bien représentés sur le plan numérique. Ce nouveau rapprochement entre les Imanghassaten et les Berbères constitue, malgré tout, une nouvelle ouverture des Touaregs sahariens envers les groupes berbérophones de l'Afrique du Nord et *vice-versa*. De l'avis de nos interlocuteurs sur le terrain, il pourrait conduire à la reformulation des alliances traditionnelles, non seulement au sein des groupes libyens, mais même au-delà, pour s'élargir aux Touaregs sahariens et sahéliens qui pourraient ainsi être amenés à introduire la dimension identitaire dans leur définition de soi et dans leurs rapports aux autres⁷.

Mais, de manière générale, le volontarisme politique des Berbères risque fort de se heurter d'une part au fait que les Touaregs libyens, eux-mêmes, ne sont pas homogènes, et à la nécessité d'autre part de passer outre les alliances traditionnelles que ceux-ci avaient nouées avec les autres clans arabophones, qui ne se verraient pas se joindre à une alliance où figurent les Berbères du Djebel Nafoussa.

⁷ Les combattants touaregs de l'ancienne armée de Kadhafi rentrés au Mali ont hissé à Kidal, pendant un moment, le drapeau berbère en jaune et en vert avec au milieu un « z » en tifinagh, qu'ils emportèrent de Libye.

Les Touaregs sahéliens de la Libye : une cause perdue ?

L'espace libyen a toujours été fréquenté par les populations touarègues et ce, bien avant l'imposition des frontières étatiques dans les années 70 et l'avènement du kadhafisme, en 1969 (Barth, 1881)⁸.

C'est donc tout naturellement que les Touaregs sahéliens trouvent refuge dans ce pays après les graves crises écologiques et les événements nés de la gestion sécuritaire adoptée par leurs Etats respectifs, pour hâter les mutations socio-économiques de ces communautés.

Ainsi, se rendre en Libye, où vivent d'autres clans touaregs, s'apparente pour ces sahélo-sahariens à une remontée dans le temps vers des espaces de référence qui furent jadis parcourus par leurs ancêtres et dont le souvenir est conservé dans leur mémoire collective.

Toutefois, la relation controversée, du guide libyen au « problème touareg », née de la présence de ces migrants, a non seulement contribué à occulter la nature des liens des Touaregs nationaux avec le système kadhafien⁹, mais aussi leurs rapports avec leurs frères sahéliens installés dans ce pays et ce, depuis les années 1970. Ces deux derniers points, révélés au grand jour à l'occasion du dernier conflit, feront l'objet d'une attention particulière dans ce qui suit.

Les Touaregs sahéliens

Les Touaregs sahéliens sont constitués des différentes vagues de réfugiés touaregs maliens et nigériens attirés par l'eldorado libyen au début des années 1970 et qui ne sont plus rentrés chez eux à la suite de différentes rébellions, au Mali et au Niger, depuis les années 1990.

A leur égard, le guide de la révolution verte déclara, en 1981, à Oubari, ville touarègue du Sud libyen, que ceux-ci sont à l'origine des Libyens et qu'aujourd'hui encore ils sont les bienvenus dans leur pays¹⁰. L'une des décisions prise par les autorités libyennes après la déclaration d'Oubari fut l'ouverture des camps d'entraînement pour apprendre aux jeunes Touaregs le maniement des armes afin de les intégrer dans les forces armées de ce pays et les envoyer sur des terrains de combat comme le Liban, le Tchad¹¹. Après avoir combattu sur différents théâtres d'opérations, les *Ichoumar*, (du français chômeurs), vocable par lequel ils s'identifient, créèrent leur propre organisation politico-militaire à l'occasion d'un congrès

⁸ Bart, H. (1858): *Travels and discoveries in North and Central Africa, 1849-1855*, London, 5 vol. Longman, Brown, Green, Longmans and Roberts.

⁹ Voir à ce sujet la note de l'IFRI de Paris : Les relations des Touaregs aux Etats : le cas de l'Algérie et de la Libye, dans le cadre du séminaire : Le Maghreb dans son environnement régional et international, présenté à l'IFRI de Paris sous la direction d'Alain Antil : http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6117&id_provenance=88&provenance_context_id=1

¹⁰ Plusieurs publications présentant la Libye comme le berceau de la nation touarègue ont vu le jour dans les années 70 et 90, dont le plus instructif à ce sujet est la monographie intitulée : Les Touaregs : Arabes du grand Sahara, de son auteur Mohammed Said al-Guechchat, publié en 1989 par le centre des affaires sahariennes, Tripoli.

¹¹ Il n'a ainsi jamais été question de former militairement les Touaregs afin de les envoyer combattre chez eux les pouvoirs centraux dont ils relèvent, comme nous le dit souvent une certaine presse.

clandestin qui s'est tenu dans la ville libyenne d'al-Khames¹². La tenue de ce congrès clandestin rend compte du malentendu qui existait dans la vision de deux parties quant à la réalité de la présence des Touaregs sahéliens en Libye et le sens caché derrière l'appel d'Oubari. Si pour la partie libyenne, ces Touaregs devaient s'installer en Libye, pour ces derniers, leur présence ne pouvait être que provisoire, en attendant le retour dans leurs pays respectifs afin de changer les conditions difficiles dans lesquelles vivaient leurs familles qui y étaient restées.

La Libye, qui manquait d'hommes lors du conflit tchado-libyen, passa un accord informel avec la direction du nouveau mouvement touareg. Selon les termes de cet accord, les Touaregs combattront dans la bande d'Aouzou aux côtés des forces libyennes en échange d'une formation militaire qu'ils pourront mettre à profit dans leur pays d'origine le moment venu. Pour ne pas nommer leur organisation politico-militaire et lui conférer ainsi une certaine existence officielle, les autorités libyennes ont utilisé le vocable de «maghawir» terme arabe signifiant les «braves», pour désigner ces combattants touaregs. C'était ainsi que naquit le mot d'ordre: «Le sang contre la formation» parmi les combattants touaregs. Selon ce leitmotiv, les Touaregs durent échanger leur savoir-faire guerrier contre une formation militaire qu'ils n'auraient jamais acquise sans avoir offert leurs vies et leur engagement dans la guerre. Cet accord, même informel, représente les premières tentatives de négociations entre une organisation moderne touarègue et un Etat. Suite à cette entente, les familles des combattants furent cantonnées dans un centre d'accueil, situé dans la localité de Bader, dans l'ouest libyen, près des frontières avec la Tunisie. Toutefois, ce centre, dont la gestion relevait des forces armées libyennes, fut fermé suite aux plaintes des populations locales qui dénonçaient les mœurs jugées trop différentes de leurs, et ses occupants transférés, en 1996, dans un camps censé être provisoire situé dans la périphérie de Sebha, où ils sont toujours.

En 2005 et 2006, le colonel Kadhafi décida de l'octroi à tous les Touaregs nigériens et maliens présents sur son territoire d'une carte d'identité provisoire (Kohl, I. 2007)¹³ avec promesse de naturalisation, notamment à ceux qui serviraient dans l'armée.

En août 2008, Kadhafi tint de nouveau, toujours à Oubari, un autre discours auquel seuls les Touaregs furent conviés. Il déclara alors que ceux-ci ne sont pas encore prêts à diriger un État et qu'il n'y a pas de consensus entre leurs tribus autour du projet de création d'un État touareg ; la lutte des Touaregs, pour leurs droits, a dévié en trafics de drogue et d'armes. Si un État touareg devait exister ce serait alors la Libye. Il invita ainsi tous les Touaregs à s'y rendre ; en raison enfin du fait que son nom soit associé au problème touareg, le colonel Kadhafi les exhorte à abandonner la lutte armée.

¹²Les autorités libyennes, qui n'ont pas autorisé la tenue du congrès d'al-Khames, auraient cherché à arrêter les responsables touaregs, dont son secrétaire général, ce qui les a poussés à quitter clandestinement ce pays et à ouvrir les hostilités au Nord du Mali en juin 1990.

¹³ Kohl I. 2007: "Tuareg moving transregional or strategies of avoidance and accommodation", In Kohl, Ines / Anja Fischer (eds.), *Tuareg Moving global. Social Anthropological Aspects of Saharan Life in Transition*, Vienna.

Ce deuxième discours d'Oubari est instructif sur les nouvelles orientations de la politique de Kadhafi à l'égard des Touaregs sahéliens présents sur son territoire. Il se veut en rupture avec sa politique passée qui lui a valu d'être mis à l'écart et considéré par les États saharo-sahéliens comme un acteur voulant instrumentaliser le problème touareg pour en faire un moyen de pression pour les déstabiliser. C'est aussi un aveu de sa bonne foi à l'égard des Occidentaux qui l'accusaient de soutenir le terrorisme. Sur un autre registre, son utilisation à plusieurs reprises de l'expression « nous les Arabes touaregs » dénote l'idée qu'il se fait de l'identité touarègue et donne un avant goût de la solution qu'il préconise et qui n'est pas différente de celle qu'il réserve à « ses propres Touaregs », à savoir l'intégration dans la culture arabo-musulmane et au mieux, peupler la Libye pour se constituer une base sociale à son pouvoir, afin de contrebalancer le poids politique et démographique des autres clans de son pays. Avec le recul, le discours d'Oubari apparaît comme une étape décisive dans la politique de captation et d'incorporation définitive des Touaregs sahéliens dans le tissu social libyen.

Mais, l'acquisition de la citoyenneté libyenne en faveur des Touaregs sahéliens, promise en 2006, n'a pas eu lieu du fait de la nature très compliquée de la loi libyenne sur la nationalité ; et le processus de naturalisation n'était pas encore achevé quand éclata le conflit.

Lors de ce conflit, les Touaregs, installés en terre libyenne depuis des décennies et qui avaient presque perdu tous liens avec leurs pays d'origine, ont été les premiers à servir de chair-à-canon et à être envoyés sur les premières lignes des fronts à Misratah, Zaouiah et Tripoli pour défendre le régime de Kadhafi. De l'avis des observateurs, ils ont contribué par leur engagement militaire à retarder de plusieurs mois l'issue de la guerre, et cela malgré les bombardements de l'aviation de l'Alliance de l'Atlantique Nord (OTAN).

Suite à la défaite de l'armée libyenne, deux tendances ont vu le jour au sein des Touaregs sahéliens lors d'une réunion qui eut lieu à Sebha, au mois d'août 2011. Une première tendance est constituée de ceux qui ont considéré que leur installation en Libye n'avait plus de sens après la chute de Kadhafi et que le moment était venu de rentrer chez eux ; la deuxième tendance, enfin est constituée de ceux qui ont estimé qu'ils ne pouvaient plus quitter ce pays auquel ils avaient tout donné. Désormais, ces deux tendances connaîtront deux destins différents. Si le sort de ceux qui sont rentrés dans leurs pays respectifs, avec armes et bagages, bien qu'ils constituent un sérieux problème de sécurité pour leurs États du fait de leur statut de combattants et de la nature de l'armement dont ils disposent, se jouera dans leurs pays d'origine, l'avenir de ceux qui sont restés en Libye dépendra de leur aptitude à nouer des alliances politiques avec les différents clans de ce pays qu'ils connaissent désormais très bien. Ainsi, notre propos ici concerne cette deuxième tendance. En effet, la réputation guerrière des Touaregs sahéliens, qui se replièrent vers les régions touarègues d'Oubari, de Ghadamès et de Ghât pour se cantonner dans leurs positions d'avant le conflit, est très bien établie aujourd'hui grâce au rôle qu'ils jouèrent dans la guerre et à l'armement en leur possession. Ils se présentèrent comme les défenseurs des civils touaregs libyens, contre les descentes des milices issues des rebelles qui voulaient opérer des

actes de vengeance sur certains leaders de cette communauté accusés de collaboration avec le régime kadhafien, comme ce fut le cas à Ghadamès, au mois d'août, 2011, ou plus récemment à Oubari où plusieurs leaders touaregs ont été visés. Grâce à ce rôle, ils commencent déjà à se rapprocher des Touaregs libyens, notamment les Imanghassaten, et des Berbères de Djebel Nafoussa qui ne leur tiennent pas rigueur quant au rôle qu'ils jouèrent dans le siège de leur zone. Ainsi, dans une situation marquée par l'absence totale de l'Etat, disposer d'une force militaire conséquente est nécessaire pour tout clan libyen qui voudrait peser dans la balance politique de l'après guerre. C'est ainsi que les Imanghassaten, qui jouèrent un rôle important dans l'engagement contre le régime de Kadhafi aux côtés des Zentan et des Berbères de Djebel Nafoussa, désireux de compenser leur faible poids numérique et de bien peser dans la balance, surent capter dès les premiers jours de l'après-guerre les combattants sahéliens dont la force de frappe et le dynamisme guerrier sont maintenant bien assis. Ainsi, il faut souligner l'existence, de nos jours, au sein des Touaregs libyens, surtout parmi la jeunesse des Imanghassaten, de l'apparition d'un discours pan touareg doublé d'un autre pan berbère face à l'altérité arabe, mais dont il est difficile de mesurer pour le moment la portée réelle et le prolongement dans la durée. Il pourrait être compris comme une volonté de la branche des Imanghassaten de se présenter comme « les portes drapeau » de Touaregs libyens après l'affaiblissement du clan des Uraghen suite à la défaite de ses alliés.

Les Touaregs sahéliens de la Libye : une cause perdue

L'intervention des tribus dans la politique libyenne ne s'est pas arrêtée après la révolution du 17 février, mais elle s'est, au contraire, intensifiée après l'échec de la période de transition qui a vu l'apparition des partis politiques, qui ont commencé à disputer à la tribu le monopole de la gestion de la cité. Ceci s'est révélé au grand jour avec la tenue du Congrès des tribus libyennes, dans la ville de Zentan, le 6 juillet 2013. Celui-ci tenta d'imposer la tribu comme un acteur majeur et une alternative aux partis politiques dans la gestion des affaires du pays.

Dans cette perspective, il s'est tenu plusieurs congrès tribaux, dans plusieurs régions du pays, à l'exemple de celui de Warchafana, dans l'Ouest libyen (mai, 2014), celui du Caire, en Egypte, (mai 2015), celui du Sud libyen (septembre, 2015) et celui de Misratah (octobre, 2015). Il est à noter que le dénominateur commun entre tous ces congrès tribaux est la revendication consistant à annuler les résultats du scrutin de 2012, dont est issu le Congrès national et la dissolution des organisations militaires et sécuritaires issues du 17 février 2011.

Ainsi, le congrès des villes et tribus du Sud libyen, qui s'est tenu à Sebha, le 14 septembre 2015, a ouvertement critiqué la dynamique politique créée par les organisations issues de la révolution, qu'il tient pour responsables du chaos que vit le pays. Le Congrès est allé encore plus loin, en considérant que le 17 février était une conspiration internationale dirigée contre la Libye, et à laquelle ont participé les

Islamistes et demande de juger ses initiateurs. Pour les Congressistes, il faut revenir à la Révolution du 1^{er} Septembre, 1969, comme référence de base pour la résolution du conflit et la stabilisation de la Libye. Les Congressistes ont conclu que la résolution de la crise libyenne nécessite la refondation de l'armée, l'intégration des tribus dans la lutte sous la bannière des forces de sécurité nationales et, enfin, la dissolution des milices.

Evidemment, les Touareg ne sont pas du reste, dans cette dynamique de création des conseils tribaux et le congrès de Sebha, auquel ils ont pris part, a été animé par leurs alliés traditionnels.

Face à ces coordinations, ou conseils de tribus, se trouvent des entités militaro-politiques issues du 17 février qui, fortes de la légitimité révolutionnaire, entendent imposer leur hégémonie et transformer les clans tribaux en base sociale pour justifier leurs différentes activités.

Ci-après les organisations et les milices armées les plus importantes, dans la Libye de l'après-guerre, qui exercent une certaine influence sur les dynamiques politiques dans la tripolitaine et le Fezzan.

Forces et milices armées issues de la révolution du 17 février

- L'aube de Libye (Fadjer Libya) : Une coalition des groupes armés d'obédience islamiste dont le noyau est constitué par les milices de la ville de Misratah, qui s'est inféodée une grande partie des milices du Sud ;
- Alkarama (dignité) ou l'armée nationale, sous le commandement du général Khalifa Haftar, alliés aux Toubous et certaines brigades touarègues ;
- Milices des Zentan, dont la plus importante est le bataillon de « Alqaaqaa », qui contrôlaient l'aéroport de Tripoli avant d'en être chassé par Fadjer Libya, en 2014. Elles sont actuellement alliées à Alkarama, du général Haftar ;
- Milices de la ville de Zawiyah, à l'ouest de Tripoli. Alliée de Fadjer Libya, la milice Zawiya est constituée, dans sa majorité, des Amazighs de cette région ;
- La milice de « El Djabel El Gharbi » ou le massif occidental. Cette milice est constituée essentiellement des Amazighs du Djabel Nafoussa. Ils sont en coalition avec Fadjer Libya, qui contrôle la capitale, Tripoli, et l'aéroport de cette ville ;
- La milice touboue. L'une des plus importantes du Sud libyen. Elle est alliée à Alkarama, du général Haftar. La milice touboue, qui s'est renforcée du soutien de mercenaires Jandjawid, alliées à Haftar, et composés des tribus arabes nomades, du même nom, originaires du Darfour soudanais. Cette coalition des milices Djandjawid et touboues s'est constituée après la dissolution, en septembre 2015, du Front soudais et des forces mixtes soudano-libyennes installées, par Kadhafi, sur les frontières entre la Libye et le Soudan. Ceci a permis aux armes et aux combattants d'entrer en Libye et de faire mainmise sur la région de Koufra riche en eau et en pétrole, dans le Sud-est du pays,.
- Les Touareg libyens. Leurs milices sont essentiellement basées dans le Sud, à Oubari, wadi Atba et à Ghât. Actuellement divisées entre le soutien à Alkarama et Fadjer Libya, leurs leaders politiques

tentent de garder leur neutralité et se consacrer aux problèmes internes, notamment après la signature de l'accord de paix avec les Toubous. Cependant, tous ceux qui se reconnaissent dans l'ancienne armée nationale, y compris les Touareg sahéliens (*maghanvir*), sont affiliés au gouvernement de Tripoli, à l'exception, cependant de quelques sections armées du Sud, de la ville de Ghât, qui n'ont pas combattu l'ancien régime, et qui ont des liens étroits avec les milices touboues alliées à Haftar, qui combattent les Touareg autour de la ville d'Oubari. Comme exemple de ces sections du Sud affiliées à l'armée de Haftar, la section des Touareg du Djebel (les Touareg de la montagne) ou (les Touareg de Tadrart) sous le commandement du colonel Aissa Doudou. Ces Touareg sont issus en majorité de la tribu des Imaqirghasen, traditionnellement tributaire des Uraghen et alliée aux Toubous de Marzouk, depuis toujours.

- La milice tribale des Ouled Slimane, qui est basée actuellement dans la ville de Sebha et environs, a pour base sociale le clan du même nom. Bien que faisant partie des alliés traditionnels des Kadhadfa, la tribu du défunt Guide de la révolution verte, les Ouled Slimane étaient parmi les premiers clans à se soulever contre lui.

L'ensemble de ces milices, et bien d'autres, essayent, à la fois, de se constituer une base sociale parmi les tribus libyennes et d'avoir, en même temps, un prolongement national au sein des institutions politiques issues de la révolution, à savoir le parlement et le gouvernement, qu'elles essayent d'instrumentaliser. De même, les différents gouvernements et parlements (le conseil national transitoire, le gouvernement El Kib, le gouvernement de Zidane, l'actuel gouvernement d'union nationale de Saraj), ont tous tenté et tentent encore de s'appuyer sur ces milices et organisations armées pour asseoir leur légitimité sur le terrain.

Aussi, le gouvernement de Tobrouk, dans l'Est, est appuyé par l'"opération El karama" et l'armée nationale du général Haftar, allié à d'autres milices dont les Toubous, une partie des milices touarègues, certaines tribus qui comptent parmi les soutiens de l'ancien régime comme les Kadhadfa, certains Fezzanais de Wadi Alhayat et Wadi Atba, dans le Sud, ainsi que les Zentan, dans l'Ouest.

Alors que le gouvernement de Tripoli ou (gouvernement du salut national), lui, était appuyé par l'aube de Libye (Fadjer Libya) qui est constitué, en majorité, des milices Misrati, Souk El Djoumouaa, qui est une région située dans les environs immédiats de Tripoli, ainsi que par une constellation d'autres groupes armés de la banlieue même de Tripoli, auxquelles s'ajoutent les milices amazighes du Djebel Nafoussa.

De nos jours, l'actuel gouvernement d'union nationale de Saraj tente de s'appuyer sur les frères musulmans, la troisième force (une coalition des milices islamistes), les Zentan, et d'autres milices de l'Ouest.

Les Touareg ou la difficile gestation d'une société civile

En effet, le dernier conflit a été une occasion pour les Touareg libyens de tenter la difficile expérience de s'organiser pour la première fois au sein d'une entité supra-tribale pour créer le 'Conseil consultatif des tribus touarègues historique. Les membres fondateurs de ce Conseil étaient le juge Mohamed Ahmed Alkhir, président ; quatre vice-présidents que sont : Boubakeur Abdennebi ; Moustapha Hammadi Silamane, issus respectivement des clans des Ifilalen et des Kel Tinalkoum, tous deux affiliés au pôle politique des Uraghen et comptent parmi les Touareg nationaux. S'y ajoutent deux représentants des Touareg sahéliens installés en Libye, en la personne de Moussa Toudji issus des Ifoughas de l'Adagh et Aljili Ali Attiyab, un ressortissant du groupe des Iwallemmeden.

On constate, dans la composition des membres fondateurs, le souci de parité entre les Touareg nationaux (deux membres) et les Touareg sahéliens (deux membres). Cependant, aucun membre issu de deux groupes dominants, à savoir les Imanghasaten et les Uraghen, ne fait partie de ce quartet.

Toutefois, le Conseil social historique a été de courte durée, du fait qu'il a été paralysé, à la fois, par les contradictions internes à la société touarègue et le cycle de violence et d'anarchie qui ont suivi la fin de la guerre.

La première contestation de la représentativité du Conseil consultatif historique est venue de la part d'Ibrahim Aboubakeur Makhi, qui créa le Conseil consultatif des tribus touarègues dont il est président. Le Conseil consultatif d'Ibrahim Aboubakeur Makhi, originaire du clan des Mrabatin, comptait également parmi ses membres fondateurs des personnalités issues du clan dominant des Uraghen, dont Ibrahim Bocha Alkonni, 2^e vice président, Abdelhafidh Takakam, du clan des Izthagagaten, 3^e vice-président, Soulaymane Salah Soulaymane Kanna, du clan des Kel Tinalkoum. Le conseil consultatif comptait également des Commissions spécialisées qu'étaient : la Commission des experts, sous la présidence du troisième vice-président, Soulaymane Salah Soulaymane Kanna ; la Commission des relations publiques, qui était présidée par Moussa Kanannou, du clan des Kel Tadrart, autrement dit, des Imaqirghasen de Tadrart ; la Commission de l'information, elle est présidée par Moussa Takakam, du clan des Ibattanaten¹⁴.

On voit bien qu'il n'y a aucun représentant des Touareg sahéliens ou du deuxième pôle politique que sont les Imanghasaten et leurs alliés, parmi les membres du bureau du Conseil consultatif.

Mais le Conseil Consultatif n'a pas fait, non plus, l'unanimité au sein des Touareg et n'a pas connu l'adhésion escomptée.

En 2012, pendant que le Conseil Consultatif historique, créé en 2011, était en veilleuse, Moulaye Guedid, Mohamed Larabi H'Mida et Ramadhan Sidi Omar, qui résidaient à Tripoli, travaillaient, déjà à

¹⁴ L'actuel bureau du Conseil consultatif n'est plus le même depuis la création du Conseil social qui l'a rendu caduque.

cette époque, sur la rédaction des statuts d'une nouvelle organisation, qui devint par la suite le futur Conseil supérieur.

Puis, en début du mois de mars 2013, frappés par les événements de Ghadamès, qui les ont obligés à quitter cette ville, les Ifoughas en fondèrent une nouvelle, baptisée du nom d'Awal, près de Ghadamès frontalière avec l'Algérie. Moulaye Guedidi, qui est issu de cette communauté, traditionnellement alliée aux Imanghasaten, utilisa la vague de sympathie suscitée par ces événements pour annoncer la création, à Oubari, du Conseil supérieur des tribus touarègues¹⁵. Il n'est certainement pas inutile de rappeler que la ville d'Awal a été fondée par les rescapés de la tuerie commise par les miliciens amazighs, dans la foulée des événements de 2011, contre les Touareg qu'ils accusaient de soutenir le régime déchu. Cet événement a eu des conséquences négatives sur les relations futures faites de méfiance et de défiance entre les deux communautés amazighes, notamment lors des débats sur la constitutionnalisation de la langue amazighe.

Contrairement au Conseil Consultatif historique, duquel ils ont fait scission, et du Conseil social, qu'ils contestent, et qui sont pourtant structurés en assemblée générale composée du bureau et des Commissions techniques, le Conseil supérieur est géré par son président et son bureau restreint constitué des seuls membres fondateurs (président et ses vice-présidents) et peine à se faire une base sociale plus large au sein des tribus touarègues.

De plus, le Conseil supérieur a pris l'imprudente initiative d'établir des contacts avec les Toubous, sans consulter au préalable la base, qui est constituée des tribus touarègues, au moment où les combats étaient à leur paroxysme entre les combattants touareg d'Oubari et cette milice.

C'est probablement cette initiative, trop décriée à l'époque, que le Conseil est en train de payer en ne réussissant pas à élargir sa base sociale au sein de la communauté touarègue, se contentant d'une présence médiatique plus ou moins visible, à Tripoli.

Le bureau du Conseil supérieur était constitué, en plus du président, Moulay Guedidi Guenidi, du clan des Ifoughas, d'Abdelkrim Derdji, des Imanghasaten ; Mohamed Ramdhan Sidi Omar, du clan des Ilamtayen ; Mohamed Larabi H'Mida, du clan des Mrabtin.

Il est à noter que tous ces membres résident à Tripoli, la capitale, ce qui leur permet d'avoir les contacts plus faciles avec les médias.

Tout comme, le conseil Consultatif, le Conseil supérieur ne compte pas, non plus, parmi les membres de son bureau, des représentants issus des Touaregs sahéliens, ni des Uraghen.

Le Conseil supérieur ambitionnait, du moins selon ses statuts, d'être un organe consultatif et politique des Touareg et la partie officielle habilitée à entreprendre les démarches auprès des instances nationales

¹⁵ Les détracteurs du Conseil supérieur sur le terrain, nous ont expliqué qu'il a été créé essentiellement par des jeunes touaregs, qui ont fait scission du conseil consultatif historique, en vue d'entrer en contact avec le gouvernement, à Tripoli, pour différentes raisons, loin des problèmes de la base.

et internationales, pour discuter des droits de cette composante de la société libyenne, que sont les Touareg.

En mai 2014, le Conseil supérieur des Touareg en Libye a annoncé l'institution d'une commission chargée de la rédaction d'une plateforme revendicative comprenant une liste des droits des Touaregs à intégrer dans la future constitution libyenne. Selon Moulay Guedidi, cette plateforme de revendication comprendra, entre autres, la reconnaissance de la langue et de l'identité culturelle et linguistique des Touareg.

En février 2015, et devant l'ampleur des problèmes auxquels les Touareg devaient faire face, dont le manque de représentativité de deux Conseils existant, les notables et chefs des tribus touarègues ont lancé, à Albarkat, près de Ghât, dans le Sud du pays, une organisation sociale qui les regroupe, dénommé le Conseil social des tribus touarègues. Se voulant être un organe fédérateur de l'ensemble des Touareg, le Conseil social est né de la fusion entre le Conseil consultatif des tribus touarègues, présidé par Ibrahim Makhi Abdelkadeur, de la tribu des Mrabtin de Lawinat, et le Conseil supérieur des tribus touarègues, fondé le 23 février 2013, et présidé par Moulay Guedidi, du clan des Ifoughas de Ghadamès. Les deux Conseils devenant, de la sorte, caduques.

Le Conseil social des tribus touarègues en Libye a élu, comme président, Houssein Alkonni Mohamed, ancien ambassadeur de Libye au Niger et ex. gouverneur de Ghât, sous le régime déchu de Kadhafi. Il est issu de la tribu noble des Uraghen, qui détient la chefferie traditionnelle des Touareg Kel Ajjer, par son père, et le clan sédentaire des Ilamtayen, basé dans l'oasis d'Albarket, près de Ghât, par sa mère et également allié aux Uraghen.

Le président du conseil social est assisté par quatre vice-présidents que sont : Aboubakeur Alfaqqi Ingueddazen, du clan des Uraghen ; Soulayman Salah Soulayman Kanna, du clan des Kel Tin Alkoum, tributaires des Uraghen ; Moussa Toudji, du clan des Ifoughas sahéliens ; Mohamed Dardji, des Imanghasaten¹⁶.

On voit bien qu'on plus de deux pôles politiques traditionnels que sont les Uraghen, représentés par Alkhousseini Alkonni, président du conseil, et les Imaghassaten en la personne de Mohamed Dardji, quatrième vice-président, il y a un souci d'équité dans la représentation. Ainsi, le deuxième vice-président, qui est Soulayman Salah Soulayman, est issu du clan des Iwarwaren, traditionnellement affiliés aux des Uraghen. Fait important, les Touareg sahéliens sont également représentés parmi les vices présidents du conseil à travers la personne de Moussa Toudji, issu du clan des Ifoughas de l'Adagh. Ce dernier point est important dans la mesure où les Touareg libyens entendent intégrer en leur sein les Touaregs sahéliens installés dans ce pays depuis les années soixante-dix.

Pour assister les Conseil dans l'accomplissement de ses missions, il a été décidé de créer cinq commissions spécialisées, à savoir : la Commission de Coordination, présidée par Soulaymane Ahmed

¹⁶ Mohamed Dardji n'a pas accepté le poste.

Mohamed, des Imanghasaten; la Commission Réconciliation, sous la présidence de Mahmoud Mohamed Ali, du clan des Ansar de Ghât, la Commission des Experts, sous la présidence de Mohamed Abdelmalek al-Ansari, architecte de formation et issu du clan Kel Intasar, issus des Touareg sahéliens, enfin, la Commission juridique, présidée par Abbabba Athman Mohamed, des Imaqirghasen.

Là aussi, on constate le même souci d'équité dans la représentation, avec l'entrée d'éléments représentant trois nouveaux clans, à savoir, les Ansar de Ghât, qui sont des sédentaires arabophones originaires de la ville de Sali, dans le Touat algérien. Ils sont métissés aux Uraghen et aux Ihadjenen, le clan qui possède le pouvoir politique traditionnel au sein de la cité-état de Ghât. Aussi, les Kel Antasar de Tombouctou, sont considérés parmi les Sahéliens installés depuis longtemps en Libye. Ayant acquis la citoyenneté libyenne du temps de Kadhafi, les Kel Antasar comptent en leur sein des nombreux cadres. Autre clan des Kel Ajjer, affilié aux Uraghen, qui a fait son entrée au conseil, est celui des Imaqirghasen, à travers la personne d'Abbabba Athman Mohammed.

Il n'est pas inutile de signaler que le clan des Imaqirghasen, qui a son prolongement en Algérie, compte parmi les plus nombreux et les plus puissants. Le fait qu'il ne soit représenté que par une seule commission en dit long sur la position jugée extrémiste de ce clan qui a préféré s'allier aux Toubous dans leur guerre contre les Touareg, appuyés par les Sahéliens qu'il considère comme des étrangers.

Il a également été décidé de désigner un bureau exécutif du Conseil, sous la présidence de Mohamed Ahmed Mohamed et un porte-parole officiel en la personne de Mohamed Moulay Guedidi des Ifoughas de Libye. On voit bien que Moulay Guedidi, président du Conseil supérieur, maintient une position dominante en sa qualité de porte parole du nouveau Conseil, alors que son collègue Aboubakeur Salah Makhi, président du Conseil consultatif, n'apparaît pas, bien que sa structure ait été dissoute dans la nouvelle organisation. Ceci pourrait s'expliquer par le fait qu'Aboubakeur Salah Makhi n'est pas touareg de souche, puisqu'il est issu du groupe arabophone des Mrabatin, originaire du Fezzan.

L'Assemblée générale du Conseil social est constituée des membres du bureau, des commissions spécialisées et des chefs des tribus.

Le rapporteur du Conseil social est Alkhir Adal Aissa, du clan des Imaqirghasen.

Il faut noter qu'Ufanayet Alkonni, une personnalité marquante des Imanghasaten, et frère de Moussa Alkonni, membre du conseil présidentiel du gouvernement Saraj, ainsi que le chef de la tribu des Imanghasaten, en la personne d'Alhadj Ahmed Matakou Ninou, ont assisté à la création du Conseil Social, ce qui constitue un gage de légitimité, pour cette nouvelle organisation qui se veut représentative de l'ensemble des Touareg libyens.

Malgré le fait qu'il soit considéré comme étant relativement actif, on reproche au président du Conseil sa tendance à vouloir faire cavalier seul, puisque, affirme-t-on, son bureau ne se réunissait que très rarement.

Dès sa création, le Conseil social commença par entreprendre des contacts avec le parlement de Tobrouk où il protesta officiellement, le 21 mars 2015, contre la déclaration du chef de l'état major du gouvernement de l'Est, Abderrazak Nadhori, qui qualifiait la guerre que mènent les Toubous contre les Touareg de « guerre contre le terrorisme ». Cette déclaration fait écho de l'alliance entre les milices touboues et l'armée de Haftar, qui appuient le gouvernement de l'Est. En effet, l'un des problèmes majeurs auxquels devaient s'attaquer le nouveau Conseil est la clarification de la position des Touareg par rapport au soutien au terrorisme dont ils sont souvent accusés, notamment par les Toubous et leurs soutiens politiques, dans le cadre de la compétition territoriale entre les deux communautés, du Sud libyen. La position du gouvernement et du parlement de l'Est, jugée favorable aux Toubous, lors de cette visite, a pesé dans la balance pour faire pencher le Conseil social en faveur de Tripoli, qui joua un rôle important dans la réconciliation entre les Toubous et les Touareg.

En effet, le Conseil social n'a tenu sa première réunion que le 31 mai 2016, dans la ville de Ghât et ce, depuis sa création, en 2014, soit plus de dix. A l'issue de cette réunion, le Conseil social a fait une déclaration programmatique où il éclaircie sa vision par rapport à certaines questions d'actualité, à la fois locales et nationales, dont, entre autres points :

Insister sur l'unité territoriale de la Libye ; rejet du terrorisme ; la lutte contre l'immigration clandestine ; préservation des ressources naturelles du peuple libyen ; appui à la nomination, par les tribus du Fezzan, du général Ali Kanna, un touareg d'Oubari, à la tête des forces armées de la région sud du pays. Cette déclaration est destinée à ceux qui accusent les Touaregs de terrorisme, d'encourager l'immigration clandestine, d'avoir des velléités sécessionnistes, de vouloir faire la mainmise sur les ressources naturelles, notamment le pétrole du Sahara. Elle montre aussi leur volonté de reprendre en main la sécurité de la région à travers la nomination du général Ali Kanna, chargé, du temps de Kadhafi, de l'armée du Sud. De nos jours, Ali Kanna continue de bénéficier de l'estime de l'ensemble de protagonistes grâce à son charisme militaire.

Pour marquer sa neutralité et donner la priorité aux questions locales et nationales, le Conseil social n'a pas participé à la conférence des tribus libyennes, qui s'est tenue au Caire, le 26 mai 2014, et qui a dénoncé l'initiative de dialogue, entreprise à Genève par les Nations Unies, entre les partis et les organisations politiques libyennes.

Aussi, il faut mettre à l'actif du Conseil social le rôle important dans la signature de l'accord de paix qui mit fin à la guerre ethnique entre les Toubous et les Touareg, au mois de novembre 2015, à Doha. Il joua également une part non négligeable dans la fédération des rangs des Touareg et la captation de leurs élites et personnalités marquantes, qu'elles soient militaires ou civiles, y compris les fidèles de l'ancien régime.

Les Touareg libyens et la question identitaire

La lutte identitaire amazighe en Libye a été initiée, pendant les deux dernières décennies, par les militants de la cause amazighe, dans l'exil, à travers la fondation du Congrès amazigh libyen, à Londres, en 2000. Après la chute du régime kadhafien, il a été créé le Congrès national amazigh libyen, à l'issue de sa première réunion, le 1^{er} septembre 2011, ce qui inaugurerait l'existence officielle, et pour la première fois, de la « question amazighe » en terre Libyenne. Comme conséquence de la création du congrès national amazigh, l'émergence de la revendication de la constitutionnalisation de la langue. Cette revendication était portée surtout par les Amazighs du Djebel Nafoussa, qui ont voulu l'élargir aux autres composantes amazighes du pays, dont les Touareg, afin de sortir de leur isolement dont les a confinés le régime kadhafien. Nous l'avons vu, les Amazighs ont tenté, dès les premiers jours de l'après-guerre, une ouverture envers les Touareg dans le but de les rallier à la revendication, lors de la rencontre d'Oubari, mais cette question n'a trouvé d'adhésion que parmi la jeunesse touarègue. Le rejet, par le Moufti de Libye de l'époque, Sadek al-Gharyani, des articles du projet constitutionnel qui reconnaissaient la langue amazighe comme langue officielle au côté de la langue arabe, a fait que les deux communautés, les Touareg et les autres Amazighs ont adopté deux stratégies différentes, face à ce refus, dans l'aboutissement de leurs revendications. En effet, les Amazighs ont opté pour la confrontation politique en organisant, en janvier 2014, avec l'aide des organisations internationales de droits de minorités, une rencontre intitulée « Congrès mondial de droits constitutionnels des Amazighs de Libye. » Le leitmotiv de la feuille de route issue du Congrès des droits constitutionnels, est « *de ne pas reconnaître ceux qui nous ne reconnaissent pas* ».

Contrairement aux Amazighs, les Touareg, conscients des limites de leur poids politique et sociologique, de loin, inférieur, ont préféré adopter une attitude plus conciliante envers les autorités nationales afin de faire admettre leurs revendications, en tentant de les dissocier de celles de leurs concitoyens amazighs. Cette attitude est dictée surtout par le poids des relations multiformes et privilégiées que les Touareg ont tissées à travers les temps avec les tribus arabes dont beaucoup, à l'exemple des Zentan, sont concurrentes aux Amazighs de Djebel Nafoussa.

Bien que les Touareg aient accepté de participer aux élections pour l'assemblée constituante, chargée de la rédaction de la constitution, la dégradation de la situation sécuritaire a empêché le déroulement du scrutin dans la partie sud du pays qu'ils habitent.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la déclaration du président du conseil supérieur des Touareg libyens, Moulay Guedidi, le 26 juillet 2016, à l'adresse du nouveau gouvernement de Saraj, lorsqu'il dit : « Les représentants des Touareg, dans la commission de rédaction de la future constitution, sont d'accord pour ce qui a été obtenu en matière des droits constitutionnels dans la nouvelle constitution, puisque nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible d'obtenir plus que cela, dans la conjoncture

actuelle. Les Touareg ont consenti des sacrifices et des renoncements dans l'intérêt de la Libye et non pas pour plaire à une quelconque partie¹⁷. »

Mais au-delà de la volonté de dissocier leurs revendications identitaires de celles des autres Amazigh de Libye, cette déclaration fait également écho du soutien politique qu'entend apporter le Conseil supérieur des tribus touarègues de Libye au gouvernement de Saraj, du fait de l'appartenance de l'un de ses membres fondateurs, en la personne de Moussa Alkonni, à son conseil présidentiel.

Il faut noter, que bien qu'il existe actuellement beaucoup d'associations touarègues qui portent leurs revendications socioculturelles¹⁸, l'absence, chez les Touareg, d'une élite, réellement amazighisante, qui porterait la revendication culturelle en l'inscrivant dans une dimension, amazighe plus large. Ceci, n'a pas permis de donner à cette question des contours claires pour le Touareg lambda pour qu'elle puisse acquérir l'adhésion populaire suffisante pour constituer un élément fédérateur.

Aussi, toutes les élites politiques touarègues actuelles ont adhéré, d'une manière ou d'une autre, à l'ancien régime des comités révolutionnaires hostiles à tout particularisme culturel ou ethnique en Libye. Ce qui signifie que la question identitaire n'est qu'à ses premiers balbutiements, chez les Touareg libyens, alors que les autres Amazigh ont acquis l'expérience de la lutte identitaire de la longue lutte contre la persécution de Kadhafi et leur passage par la période de l'exil.

Conflit touareg *vs* toubous ou le ventre mou de la Libye de l'après-guerre

Il est clair que les tribus libyennes ont un regard différent, des événements qui se déroulent dans leur pays, de l'idée que s'en font les partis politiques et les organisations militaro-sécuritaires issus du 17 février, 2011.

Le Sud libyen est le lieu où cette dichotomie est largement perceptible, de nos jours, du fait des liens privilégiés que Kadhafi avait tissés avec les clans majeurs de la région. De ce fait, le Sud constitue la partie molle de la politique libyenne de l'après-révolution, en raison de la fragilité de la structure politique et la multiplicité des groupes ethniques qui y cohabitent sur des bases tribales.

C'est ainsi que, dès la transition, il est vite apparu un conflit ethnique entre deux composantes tribales importantes de cet espace, à savoir les Touareg et les Toubou. Ce conflit est allé dans deux directions : la première dans le sens de la lutte pour le contrôle de ressources du Sud libyen. Ce qui a provoqué des multiples affrontements entre les deux groupes. Dans ce contexte, les Toubous sont déterminés à tirer profit de la présence de neuf de leurs députés au Congrès national, comme preuve de leur poids politique, pour tenter d'étendre leur présence démographique vers le Nord libyen, au détriment des

¹⁷ <http://www.afriatnews.net/content/>

¹⁸ Les associations les plus visibles sont l'association Tanmannak (l'unité), l'association Isakta (Souvenir) ; l'association Toumast (Identité), présidée par Aissa Madarkou ; l'association du Mouvement national des Touareg en Libye, qui est, de loin, la plus active. Elle est présidée par Abdellah Cherif.

tribus arabes qu'ils mettent sous pression afin de les pousser à l'exil. Ils voulurent appliquer la même politique aux Touareg mais le conflit finit par aboutir à des discussions de paix, toujours en cours et à la signature d'un accord toujours fragile.

Quant aux Touareg (Le Conseil social des tribus touarègues en Libye), ils tentent de renforcer leurs liens avec les tribus arabes et tout spécialement avec les forces du « bouclier libyen » ou « la troisième force », tout en gardant des liens privilégiés avec le général Haftar. Cette configuration donne au conflit ethnique libyen dans le Sud un caractère de guerre civile où s'affrontent des groupes sociaux divers qui se touchent et se recoupent avec la crise politique dans le pays, pour concerner d'autres entités sociales, comme les Ouled Slimane, les Guedhadfa etc...entités qui adoptent des positions diverses vis-à-vis de la révolution du 17 février.

La deuxième direction est liée à l'intérêt que portent les Toubous à nouer des alliances politiques avec des groupes ethniques du Nord. C'est ainsi qu'ils participèrent au bataillon « Alqaaqaa » avant de se joindre aux combattants de l'armée des tribus, dans les affrontements qui ont commencé en juillet 2014, pour le contrôle de l'aéroport de Tripoli et les régions ouest de la capitale. Ceci montre leur alignement sur les forces de Haftar et son opération « Dignité », dans la perspective d'intégrer la future armée libyenne. A travers l'alliance avec les Zentan et l'opération « Dignité » de Haftar, les Toubou visent à sortir de leur isolement géographique pour jouer un rôle plus important au niveau national.

Les Touareg et le tiraillement entre l'Est et l'Ouest

La prise de conscience, née de la révolution du 17 février 2011, d'une spécificité touarègue, au sein de la société libyenne, impose à leurs élites une attitude prudente vis-à-vis de la situation politique complexe que traverse le pays. Elle est dictée par les conditions particulières qu'ils vivent dans leur lointain fief, au Sud du pays, mais également par leurs alliances anciennes et actuelles avec les autres composantes sociales.

C'est ainsi que, de nos jours, la majorité des alliances tribales traditionnelles des Touareg, que nous avons vues plus haut, sont complètement défaits et en phase d'être reformulées, par rapport à des nouvelles donnes, telles le conflit avec les Toubous, la question des Islamistes et d'autres sujets nationaux liés à la nature du système politique, à l'exemple de l'autonomie des régions, du fédéralisme ou carrément de la scission.

En effet, la majeure partie des tribus, traditionnellement alliées aux Touareg, sont pourtant engagées au côté du gouvernement de l'Est dans l'appui aux Toubous dans leur guerre contre leurs anciens alliés. Mais cet appui tactique et conjoncturel, imposé par les événements actuels, ne signifie pas une rupture définitive dans les relations historiques entre les deux parties qui cohabitent dans le même espace géographique. C'est ainsi que, malgré tout, la majorité des cadres touareg, qui sont des libéraux et non

islamistes, à tendance, pour des raisons idéologiques, à s'orienter vers l'Est, pour y joindre leurs anciens alliés.

Bien que, pour des raisons administratives, liées à la survie, les Touareg sont également bienveillants envers le gouvernement de Tripoli. Parmi ces raisons administratives, le fait que l'administration de l'état major de l'armée libyenne est située à Tripoli, ce qui fait que les militaires d'entre eux, qui veulent toucher leurs salaires, soient restés administrativement rattachés à la capitale malgré leur préférence pour l'Est.

Cependant, le fait que le gouvernement de l'Est ait franchement appuyé les Toubous dans leur guerre contre les Touareg, au moment où le gouvernement de l'Ouest et les milices qui lui sont affiliées aient adopté une position médiane¹⁹ fait pencher la préférence des Touareg vers l'Ouest. Les Touareg, notamment les combattants d'entre eux, étaient très sensibles à la question du soutien aux Toubous, ce qui a grandement contribué à les pousser dans les giron des miliciens de l'Ouest.

Les Touareg et le gouvernement actuel (le gouvernement d'union nationale de Saraj)

Il faut noter qu'il existe un touareg parmi les vice-présidents de Saraj, qui bénéficie d'un certain crédit parmi les Touareg, en la personne de Moussa Alkonni. Moussa Alkonni devint même président du conseil présidentiel pour une période d'une semaine au début du mois de septembre 2016. Il est à noter que, malgré l'estime dont il bénéficie parmi certains cercles au sein de la communauté touarègue, Moussa Alkonni ne fait pas partie du bureau du Conseil social des tribus touarègues. En plus de Moussa Alkonni, le gouvernement Saraj compte au sein de son équipe, deux personnalités issues de la communauté touarègue, à savoir la ministre des Affaires sociales, Fadhi Mansour Chafii, et le Colonel Mohamed Lakreh, adjoint au chef de la Garde présidentielle. Selon nos interlocuteurs sur le terrain, les Touareg n'ont jamais été aussi fortement représentés au sein du gouvernement, ni au temps de Kadhafi ni au temps du roi, Idriss 1^{er}, que cette fois-ci.

Ce sont donc là des motifs suffisants pour que les organisations de la société civile touarègue apportent leur soutien au gouvernement d'union nationale.

Aussi, l'actuelle politique de neutralité, que le Conseil social essaie de s'imposer, s'avère difficile à tenir dans les circonstances actuelles, où la Libye connaît des bouleversements profonds, y compris dans ses équilibres ethniques. Cette position est d'autant plus difficile à tenir que l'écrasante majorité des brigades armées touarègues sont affiliées à Fadjer Libya, qui soutient le nouveau gouvernement d'union nationale, à Tripoli.

¹⁹ Selon nos interlocuteurs sur le terrain, si le gouvernement de l'Ouest et les milices qui lui sont affiliées donnent une caisse de minutions à une partie, il la donne également à l'autre partie. Ce jeu qui, en réalité, alimente la guerre, cherche à être équitable dans le traitement entre les deux forces, ce qui a permis au gouvernement de l'ouest de jouer un rôle important dans la médiation entre les deux parties.

Cependant, la politique de neutralité, qui fait que le Conseil social ne soit pas lié, de manière organique, à aucune des parties existantes, le prédispose à soutenir un gouvernement d'union nationale appuyé par la communauté internationale.

Par conséquent, l'avènement du gouvernement d'union nationale de Saraj, soutenu par les Nations Unies et la Communauté Internationale, semble impulser une nouvelle dynamique politique qui fait que les lignes semblent bouger, au niveau national, et la communauté touarègue n'est pas du reste. Le conseil social doit s'accommoder de cette nouvelle situation s'il veut fédérer toutes les forces vives de sa base sociale.

Moulay Guedidi, président de l'ancien Conseil supérieur, très actif sur le plan médiatique, semble être le premier à se rendre à l'évidence que la position de neutralité ne soit plus tenable, dans les circonstances actuelles. Ce qui l'a poussé à réactiver son ancienne organisation et ce, malgré sa dissolution, intervenue en 2014, dans le Conseil social de Houssein Alkonni, dont il est devenu le porte parole officiel.

Moulay Guedidi n'en est pas à sa première dissidence, puisqu'il avait déjà participé à la réunion des tribus libyennes au Caire, les 26, 27 et 28 mai 2015, où il a fait plusieurs déclarations à la presse, en sa qualité du président du Conseil supérieur²⁰, alors que le Conseil social l'a boycottée, au nom de la neutralité. Ceci montre à quel point il est difficile de maintenir une position médiane dans une situation politique qui change rapidement.

Mais la réactivation du Conseil supérieur, par son président, pourrait également trouver son explication dans le prolongement, au sein de l'organisation moderne des Touareg, de la bipolarité politique traditionnelle entre Imanghasaten et Uraghen et ce, malgré l'intégration de nouveaux éléments issus des Touareg sahéliens, qui semblent devenir un enjeu de taille entre les deux pôles politiques traditionnels. Bien que le conseil supérieur soit connu pour être proche du parlement et du gouvernement de l'Est, il s'est, pourtant, empressé à reconnaître le gouvernement de Saraj, dans une déclaration faite par son président, Moulay Guedidi, probablement du fait qu'il compte parmi ses membres Moussa Alkonni, issu du clan des Imanghasaten, auquel est affilié Moulay Guedidi.

De même, il est à remarquer qu'Aboubakeur Makhi, président du Conseil consultatif, censé, lui aussi, être dissous dans le nouveau conseil social, continue à s'exprimer au nom de sa structure, comme il en a fait la démonstration lors, justement, de la rencontre du Caire, où il renouève son soutien au parlement et au gouvernement de l'Est²¹. Le soutien de Makhi au gouvernement du parlement de l'Est s'explique par l'alliance existante entre la milice touarègue du colonel Aissa Doudou, issu du clan des Imaqirghasen, allié à Makhi qui, lui, est issu du clan arabophone de Mrabtin du Fezzan, et aux forces du général Haftar.

²⁰ <http://www1.adnkronos.com/AKI/Arabic/Politics/?id=3.2.1594785912>

²¹ <http://afrigatenews.net/node/78267>

En un mot, le Conseil supérieur a viré à l'Ouest, avec l'avènement du gouvernement de Saraj, par souci de soutenir Moussa Alkonni, alors que le conseil consultatif maintient son alliance avec les forces du général Haftar et son soutien au gouvernement de l'Est, au moment où le Conseil social adopte une attitude prudente avec un penchant vers l'Ouest et un soutien critique au nouveau gouvernement.

Le président du conseil supérieur des tribus touarègues va plus loin dans le soutien politique au gouvernement de Saraj lorsqu'il déclare : « Il faut reconnaître que la conjoncture difficile durant laquelle le gouvernement a entamé son travail, ces trois derniers mois, ne permettait pas de fournir des résultats tangibles²². »

Concernant les événements sécuritaires dans le Sud libyen, Moulay Guedidi reconnaît que ces événements sont liés à la situation d'instabilité générale que connaît l'ensemble du pays. Il annonce la tenue d'une réunion entre les notabilités du Sud libyen, dans les jours à venir, afin de sceller un pacte permettant de lever l'immunité sociale sur les criminels.

Les sorties de Moulay Guedidi, au nom du Conseil supérieur, pour s'exprimer sur les revendications politiques des Touareg, la situation sécuritaire dans le Sud et apporter un soutien politique franc au gouvernement de Saraj, alors que ce conseil est censé avoir été dissous dans le Conseil social de Houssein Alkonni, montrent que cette dernière structure ne fait plus l'unanimité au sein des Touareg. Moulay Guedidi, qui occupe, pourtant, le poste de porte parole officiel du Conseil social, aurait pu s'exprimer à ce titre. Mais il a préféré réactiver son ancienne structure dont Moussa Alkonni, qui ne fait pas partie du dernier conseil, compte parmi les membres fondateurs.

Il faut rappeler que Houssein Alkonni, président du conseil social des tribus touarègues, est issu du clan des Uraghen, par son père, et de celui des Ilamtayen, par sa mère, ce qui fait de lui un rival politique traditionnel de Moussa Alkonni, qui est pourtant son cousin patrilatéral. En effet, Moussa, bien que de père Uraghen, est issu des Imanghasaten, par sa mère. Sachant que les Touareg libyens sont matrilineaires, le fait que Moussa Alkonni soit de père Uraghen ne fait pas de lui un ressortissant de ce dernier clan.

La réactivation du conseil supérieur, par Moulay Guedidi, issu du clan des Ifoughas, allié aux Imanghasaten, est une manière d'apporter un soutien politique franc au gouvernement de Saraj, à travers Moussa Alkonni, membre fondateur du conseil et issu du clan des Imanghasaten, que le Conseil social ne lui aurait pas apporté. Il est également une manière de désavouer la ligne politique de Houssein Alkonni, président du conseil social, qui essaie de maintenir une position médiane entre le général Haftar et Tripoli, tout en accordant la priorité aux questions internes à la région du Sud, pour élargir sa base sociale et bien asseoir sa légitimité populaire.

²² <http://www.afrigatenews.net/content/>

Par conséquent, l'annonce faite, par Moulay Guedidi, d'une réunion entre les notabilités du Sud pour sceller un nouveau pacte social est une manière de dépasser le Conseil social de Houssein Alkonni, pour créer une structure plus large qui engloberait l'ensemble des tribus du Sud libyen et, qui servirait ainsi de base sociale, dans le Sud, au nouveau gouvernement de Saraj.

Conscients que la ligne politique prônée, face aux enjeux nationaux, par le Conseil social des tribus touarègues, le nouveau né de la tentative avortée de la fusion de deux conseils déjà existants, à savoir le Conseil Consultatif, d'Ibrahim Makhi, et le Conseil supérieur de Moulay Guedidi, continue à être serein. En effet, on commence à parler, ces jours-ci, de la tenue d'une autre réunion où les deux conseils sécessionnistes reviendraient à la raison, ou à défaut, essaierait de dépasser les trois conseils pour en créer un nouveau, qui serait présidé par une personnalité consensuelle. C'est ainsi que le nom du général Ali Kanna revient le plus souvent dans les discussions.

Aussi, il est clair que la volonté des Touareg libyens de s'inscrire sous la bannière d'une seule organisation politique, qui porterait leurs voix multiples, a été rattrapée par la structure sociopolitique lignagère binaire en Imanghasaten vs Uraghen.

Conclusion

Les alliances que nouèrent les Touaregs libyens avec les autres tribus ont approfondi la division en deux branches concurrentes de la chefferie des Kel Ajjer. Elles poussèrent les Imanghassaten à s'affranchir de la tutelle des Uraghen et à se rapprocher de leurs voisins, les Zentan, ennemis traditionnels de ces derniers. Toutefois, l'alliance traditionnelle entre les Imanghassaten et les Zentan s'est vue renforcée, pendant la guerre, par l'intégration de deux éléments nouveaux que sont les Berbères de Djebel Neffoussa et les Touaregs sahéliens installés en Libye.

Quant aux Uraghen, malgré la défaite de leurs alliés, ils suivaient, à partir de leur lointain fief traditionnel qu'est la région de Ghât, l'évolution de la situation sécuritaire et politique. Il faut noter à ce propos que le territoire des Uraghen se trouve en dehors de la zone des combats et a ainsi été épargné par les frappes de l'aviation de l'Alliance Atlantique. Aussi, sa proximité des frontières algériennes, où vivent les Touaregs de la partie algérienne de l'Ajjer, leur permet une grande marge de manœuvre pour se replier en cas de nécessité. Ainsi, la lutte contre le régime de Kadhafi, qui s'est faite à base d'alliances claniques, tout en ayant élargi le fossé entre les deux branches de leur chefferie, permet en même temps de révéler les stratégies mises en place par les Touaregs afin de participer à la nouvelle conception du système politique qui sera instauré à l'issue de la crise actuelle.

De manière générale, les implications de l'engagement des Touaregs dans le conflit libyen sont à appréhender dans deux directions, au moins :

- Dans le sens d'un plus grand rapprochement entre les Touaregs libyens avec les autres Touaregs dans les pays sahélo-sahariens, comme conséquence de l'intégration des Sahéliens installés en Libye dans le tissu social des tribus touarègues locales;
- Dans le sens d'un dynamisme politique certain dont font preuve les Touaregs afin de se positionner dans la Libye de l'après-guerre.

Aussi, si les tentatives actuelles d'alliance entre les Berbères et les Touaregs, autour de la question identitaire, s'avèreront fiables, elles vont certainement bénéficier du dynamisme culturel des Sahéliens qui sont beaucoup plus sensibles au discours identitaire que ne le sont leurs frères libyens. En effet, les Sahéliens ont une grande marge de manœuvre et toute la latitude pour s'investir plus durablement dans leurs relations avec les Berbères, dans la mesure où ils ne sont pas liés par des alliances politiques antérieures, en plus du fait que ces derniers leur reconnaissent le droit à la citoyenneté libyenne.

En conséquence, sans aller jusqu'à lui prédire un avenir glorieux, l'alliance entre les Imanghassaten les Berbères de Djebel Nafoussa et les Touaregs sahéliens installés en Libye pourrait avoir des implications, même limitées, sur la recomposition future du champ politique et les alliances traditionnelles en Libye, et même au-delà, sur l'ensemble de la société touarègue et ses rapports aux autres communautés de la région sahélo-saharienne. De la sorte, les Touaregs libyens deviendraient, à terme, le maillon central dans un nouveau réseau de relations qui s'étendraient de Djebel Nafoussa pour s'élargir aux autres Touaregs des pays sahélo-sahariens, grâce au dynamisme culturel et politique des Touaregs *Ichoumar* installés en Libye.

De manière générale, la révolution libyenne du 17 février permit aux Touareg de s'affirmer pour la première fois en tant qu'entité amazighe visible et non arabiste et s'essayer à la difficile expérience de l'émergence d'un embryon de la société civile, bien que sous-tendu par l'organisation lignagère traditionnelle.

Cependant, même s'ils s'inscrivent dans la dimension amazighe de la Libye, les Touareg tiennent à leurs spécificités sociale et culturelle qui les différencient des autres composantes du peuple libyen. Aussi, d'après certaines de leurs élites, les Touareg, compte tenu de leur histoire sociale fortement métissée et leur contexte géographique qui le met en contact, à la fois, avec le monde méditerranéen et le Sahel africain, insistent sur l'importance et la profondeur de leurs relations multiformes avec les tribus arabes de Libye.